

CIBLE

Enjeu

Anthony Blair invité par le Conseil national de l'UMP ! La nouvelle a mis en émoi les salles de rédaction parisiennes qui se sont extasiées sur ce « temps fort » de la vie politique et sur le bon tour joué aux socialistes.

Des plaisanteries faciles, une allusion vulgaire à l'énergie de Nicolas Sarkozy en introduction à un discours en langue de bois sociale-libérale. Et ça fait rire les cadres du parti majoritaire ! Ils ne se sont pas aperçus que M. Blair avait laissé derrière lui un détestable bilan...

Mais le véritable scandale de cette journée du 12 janvier tient à la présence de Nicolas Sarkozy sur la tribune d'un parti qui va lancer ses troupes contre d'autres Français, dans une campagne « nationale ».

Une fois de plus, le supposé président se comporte en chef de guerre. Considéré comme banal, ce fait n'est plus guère relevé. Nous continuerons à dénoncer la violence qui est faite à d'innombrables citoyens qui pourraient en tirer de rudes conséquences. Si l'enjeu des élections municipales est « national », la bataille se mènera pour ou contre Nicolas Sarkozy.

CHINE

L'avenir d'une transition

Idées

**Simone
de Beauvoir**

p. 9

Asie centrale

**Quel
équilibre ?**

p. 5

police83@interieur.gouv.fr ne répond plus

Quand la police dérape et se propose d'ouvrir une véritable agence de délation sur internet, notre ami Luc de Goustine prend le mors aux dents et n'hésite pas à faire référence aux Grands ancêtres des Comités de surveillance de la Révolution et aux pratiques peu reluisantes de l'Occupation, mais sans pour autant en perdre son sens de l'humour...

Le département du Var, dont la sourcilleuse observance des lois et l'exemplarité civique ne sont plus à démontrer, s'est récemment illustré par une innovation de sa DDSP (Direction départementale de la Sécurité publique). Celle-ci a, de sa propre inspiration, créé une adresse Internet spécialement dédiée à la dénonciation spontanée des délits. Chaque citoyen y était invité à déposer librement plaintes et doléances visant ses concitoyens, qu'ils fussent voisins ou de rencontre, en les agrémentant de photos, vidéos ou autres documents enregistrés faisant foi de la réalité et des formes du délit.

Fort de ces renseignements puisés à la source même de la conscience citoyenne, les services de l'État n'avaient plus

qu'à les passer au crible pour discerner le degré de gravité des actes supposés ou détectés au nom d'une vigilance authentiquement républicaine. Divine surprise pour ceux d'entre nous qui gardent mémoire du passé ! Il était grand temps que cette vertu de surveillance, inaugurée par les comités du même nom dans les premières années de la République et ranimée par la collaboration des patriotes en des années pas si lointaines de notre histoire, renaisse de ses cendres.

Hélas, et l'expression ici s'impose, cette flamme renaissante a fait long feu sous l'éteignoir de syndicats qui, pour être formés de policiers, ne sont pas à l'abri des contaminations post-soixante-huitardes. Au lieu d'y voir une aide et un renfort à leur mission, ces fonctionnaires de

l'UNSA et du SNIPAT dénoncèrent au préfet du Var l'innovation comme une « *messagerie spécialisée dans la délation* » et obtinrent sa suspension. Ils ajoutèrent un plaidoyer en faveur du retour d'une police de proximité, à quoi l'on reconnaît bien le corporatisme catégoriel de leurs motivations.

Bref, voilà la police nationale privée d'un outil qui aurait complété au mieux sa panoplie. En effet, après le regroupement de la DST et des RG et le redéploiement de leurs compétences sous l'aile directe des conseillers de l'Élysée, après l'offre de rémunération des dénonciations pouvant atteindre « *plusieurs milliers d'euros* » suite aux événements de Villiers-le-Bel, ce resourcement de l'information lui sera encore pour quelque temps

refusé, alors qu'il est hautement démocratique par essence, s'agissant de la surveillance directe du peuple par le peuple.

Tel est d'ailleurs le jugement officiel du Procureur de la République de Toulon pour qui cette messagerie était « *un moyen supplémentaire de communication entre les citoyens et la police et non une incitation à la délation* ». On se demande, dans ces conditions, qui osera s'opposer durablement à l'établissement de cette communication ? N'est-elle pas un droit élémentaire de la personne ? Les moyens de transmission modernes n'impliquent-ils pas la suppression des entraves à l'échange d'informations ? Tenons pour rétrogrades ceux qui se mettent en travers de ce qui ne manquera pas d'être considéré comme un progrès lorsqu'il sera homologué par la pratique.

D'autant plus rétrogrades que le ministère compte dès cette année mettre en ligne un *commissariat virtuel* où l'on pourra effectuer toutes les opérations usuelles sans quitter son écran. Les plaintes pourront être enregistrées dans le confort et la sérénité et, d'un clic, le devoir citoyen de communication avec la police sera rempli. D'un clic, dans le virtuel, comme une main courante tenue dans *Second life*... Voilà de quoi rassurer les inquiets.

Luc de GOUSTINE

royaliste 
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD NERDOLIN

SOMMAIRE : p.2 : Police83 ne répond plus - p.3 : Pompes et bricolages - Nouvelles des Hurons - p.4 : A Canossa - Au nom du Peuple français - p.5 : Vu d'Astana - p.6/7 : L'avenir d'une transition - p.8 : Passeport à l'iranienne - Une mer comme berceau - p.9 : Les 100 ans de Simone de Beauvoir - p.10 : De Bénarès à Kyoto - Les Louves - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La raison cynique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Pompages et bricolages

Le sarkozysme n'existe pas. Pas de pensée cohérente, pas de projet ni de véritable programme. On recopie dans divers ouvrages les formules qui font mouche, on bricole des propositions sans souci de cohérence. C'est Emmanuelle Mignon qui fait la tambouille.

Elle n'est pas simple, la vie ! Beaucoup croyaient que la plume de l'ombre venue en pleine lumière, Henri Guaino, était le principal pourvoyeur d'idées de Nicolas Sarkozy. Or voici que se révèle peu à peu une jeune femme qui a joué un rôle clé dans l'élaboration et la mise au point de son programme électoral et qui continue à avoir une forte influence puisqu'elle est actuellement directeur du cabinet présidentiel.

Emmanuelle Mignon : c'est ainsi que se nomme l'important personnage, jusqu'à présent discret, qui a expliqué sur La Toile (1) comment elle avait fabriqué l'arsenal du vainqueur de mai dernier.

Passons sur l'autopromotion de cette fausse modeste et sur les flagorneries sarkolâtriques de cette vraie femme de cour. Notons cependant qu'elle s'était fait remarquer lors de la préparation d'un projet de loi sur l'immigration parce qu'elle avait proposé de faire passer le délai de rétention de cinq à trente jours. On l'avait trouvé « gonflée, la petite Mignon » ! Et moi, si je propose le rétablissement de la peine de mort, on me trouvera une plaçounette à l'Élysée ? La jeune Emmanuelle confond l'intelligence juridique et la surenchère xénophobe.

Le reste est à l'avenant : on pique des idées à droite et à

gauche, au fil des lectures et des conversations avec des intellectuels de diverses obédiences - André Glucksmann et Alain Finkielkraut étant consultés par le candidat en personne. On sait que de tels bricolages font la fortune des candidats les plus cyniques (Jacques Chirac avant Nicolas Sarkozy) puisqu'il y a des propositions pour tous les publics ciblés - qui se découvrent peu à peu trahis par le vainqueur. Mais Emmanuelle Mignon révèle qu'un nouveau palier a été atteint dans la manipulation politique lorsqu'elle souligne le rôle joué auprès de la direction des études de l'UMP par le *Boston Consulting Group* qui, au vu de ce qu'elle raconte, en est resté aux manuels de dynamique de groupe des années soixante.

Emmanuelle Mignon croit aux communicants, aux experts, aux excursions en haute montagne qui permettent de dépasser les ego et de souder une équipe - à tout ce qui fait depuis vingt ans l'objet de mises en scènes sardoniques à la télévision et au cinéma.

Pauvre petite Mignon, qui croit vivre avec son temps.

Annette DELRANCK

(1) On trouvera l'entretien réalisé par Frédéric Martel et diffusé le 7 janvier 2008 sur <http://www.nonfiction.fr/>

Nouvelles des Hurons

Plutôt que de s'en aller traîner en Jordanie, le colonel Sponz est parti au Canada, à la rencontre des Hurons qui détiennent le président Sarkozy et sa femme Cécilia.

Avertis par mes soins, les lecteurs de *Royaliste* ont savouré l'escapade à Pétra de Nicolas S. et Carla B., les deux intermittents du spectacle recrutés par le comité secret qui dirige la France en l'absence du président de la République, séquestré depuis l'été par une tribu de Hurons (1).

Bernés en Jordanie, les journalistes ont encore été abusés par la conférence de presse du 8 janvier. Nicolas S. a très bien lu le texte de Guaino sur la « politique de civilisation » mais il s'est trompé sur les 35 heures, annonçant qu'il n'en voulait plus alors qu'on lui avait seriné les propos subtils qui permettaient de noyer le poisson. Heureusement, la presse s'est ruée sur les trois livres consacrés à Cécilia - superbe bidonnage de nos services secrets - et les journalistes ont cessé de s'énervier sur le temps de travail et le pouvoir d'achat.

Pendant ce temps, le véritable président Sarkozy s'ennuie ferme. Tandis que son épouse faisait cuire le gibier avec les femmes, s'amusant d'un rien, échangeant ses bracelets bling-bling contre des dents de castor, le pauvre Nicolas m'expliqua qu'il avait tenté de réagir en proposant au conseil de la tribu un plan de réformes « pour faire avancer les choses ».

- « Commençons par faire tomber les tabous », s'écria-t-il, en reprenant le ton de sa campagne électorale. Le chaman lui répondit qu'il n'en

était pas question, qu'on ne ferait rien qui puisse fâcher les esprits et, pour bien se faire comprendre, administra un coup de tomahawk sur le crâne présidentiel.

- « J'ai alors tenté d'ama-douer cette espèce de curé, me raconta-t-il, en proposant que l'on place la religion au cœur de la cité. Hélas, il me fut répondu que c'était déjà fait ».

Dépité, le président de la République suggéra d'établir la parité hommes-femmes mais il lui fut rétorqué que les tâches étaient réparties à la satisfaction de toutes et de tous. Saisissant la balle au bond, il expliqua qu'on pouvait travailler plus pour gagner plus. On lui signala qu'au milieu de la forêt, l'argent n'avait pas le moindre intérêt...

Quand je l'ai quitté, le président de la République était en pleine déprime : « J'ai bien observé que les femmes, mariées ou non, jouissent d'une totale liberté sexuelle. Mais si je fais un enfant à une belle Huronne, il aura la nationalité canadienne car la filiation est matrilinéaire. Le pauvre petit sera sous le coup de la loi Hortefeux sur l'immigration, avec test ADN et tout le tremblement ». Sans perdre une seconde, Nicolas Sarkozy rédigea un projet de loi établissant une discrimination positive en faveur des Canadiens de la diversité qu'il me pria de poster dès mon retour.

Colonel SPONZ

(1) cf. mon article : « Louxor n'existe pas ». *Royaliste* n° 917, page 3.

À Canossa

Le PS en mal de *leadership* ? Odieuse imputation. Face au mode de ratification du traité européen, il n'y a pas plus déterminé dans ses engagements que le principal parti d'opposition.

Voyez donc : dès le 9 janvier, sans attendre que leur Bureau national ait tranché, les deux figures de proue du parti, Jean-Marc Ayrault et François Hollande, clamaient avec la même indignation : « *Nous n'irons pas au Congrès à Versailles pour la révision de la Constitution préalable à la ratification...* »

L'histoire retiendra l'audace de cette résistance. Partagée par tous les socialistes, elle prétend marquer leur refus d'une procédure « *qui n'est pas conforme à notre conception de la démocratie* », s'agissant d'un sujet déjà tranché en référendum et qui, sous sa forme à peine renouvelée, exigerait de nouveau la voie référendaire.

Comme soulagé d'avoir d'avance innocenté le PS de toute complicité avec cette forfaiture, François Hollande saute aux conclusions avec une dextérité digne des vieux stratèges de la SFIO : « *Mais après, au moment de la ratification [du traité au Parlement], nous prendrons la responsabilité d'Européens que nous sommes.* »

Ainsi, le principal souci de l'écu corrézien est d'écarter ce qu'il peut imaginer de pire : que les socialistes s'étant (lâchement) *rendus à Versailles*, y joignent leurs voix à celles du PC et des Verts et réussissent, grâce à 2/5^e des suffrages, à faire rejeter le projet de révision par voie parlementaire.

User du principe de précaution pour pallier le risque de cette victoire est une urgence pour ceux qui, comme François Hollande, craignent qu'un nou-

veau référendum populaire redivise leur parti comme il diviserait l'opinion. Il leur importe donc de ne rien faire qui bouleverse les lignes de la coalition d'intérêts qui muselle les peuples à propos de l'avenir de la Communauté européenne.

Mais comment éviter que les divisions du parti reflètent – horrible conjoncture ! – les dissonances profondes de l'opinion ? Et comment imprimer au PS un nouvel élan sans tenir compte de ce débat essentiel ? Ces questions leur reviendront en boomerang. En étouffant le débat, le Premier secrétaire croit sauver l'unité du parti alors qu'il l'achève.

En attendant, le duumvirat ayant tranché, chacun hurle dans les médias ses dissentiments. Henri Emmanuelli, Claude Bartolone, Marc Dolez, Patrick Bloche, Laurent Fabius, Manuel Valls et l'ineffable Jack Lang se distribuent entre n'iront-pas-pour-ne-pas-voter-non, n'iront-pas-pour-ne-pas-voter-oui et iront-quand-même-à-Versailles-voter-oui ou voter-non, sachant que tous reviendront à la Chambre pour *prendre leur responsabilité d'Européens*.

Ils peuvent se démener sans risque personnel. L'occasion historique de resituer le PS dans sa tradition militante est passée depuis qu'en 2002, ses chefs ont préféré l'union à la conviction. N'allez pas prendre froid à Versailles, camarades, inutile de vous déplacer, restez tranquillement chez vous... à Canossa.

L. de G.

Au nom du peuple français

République Française, au nom du peuple français. C'est sous ce haut patronage que la Cour de Cassation rend aujourd'hui ses arrêts.

Nos juges apprécient **souverainement**, disent-ils, mais pas de la manière dont l'eût souhaité un **souverain** tel que François 1^{er}. Dans son ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539, celui-ci exigeait en effet :

Que les arretz soient clers et entendibles

Et afin qu'il n'y ayt cause de doubter sur l'intelligence desdictz arretz, Nous voulons et ordonnons qu'ilz soient faictz et escriptz si clerement qu'il n'y ayt ne puisse avoir aulcune ambiguite ou incertitude, ne lieu a en demander interpretacion.

Or aujourd'hui certaines lois sont tellement obscures et incompréhensibles qu'elles peuvent donner lieu à une succession d'interprétations contradictoires et le verdict final demeurer longtemps incertain. Entre le jugement en première instance et le jugement définitif après appel et cassation, vous pouvez voir des juges prendre quatre décisions alternativement contraires.

En décembre dernier, dans un banal litige porté devant une juridiction de proximité et dont l'enjeu ne dépassait guère le millier d'euros, face au citoyen lambda qui exposait en moins d'une page son problème en langage de tous les jours, l'avocat de la Société mise en cause alignait vingt pages d'un dossier faisant référence à six articles du *Nouveau Code de Procédure Civile* : les articles 12, 42, 46, 76, 700 et 1371, et produisait à l'appui de ses dires un arrêt de Cour d'Appel ainsi que trois arrêts de la Cour de Cassation, pour finalement

plaider l'incompétence territoriale du tribunal, ce qui conduisait au renvoi du plaignant devant un autre *tribunal de proximité*... situé à 250 km de chez lui. Et l'on voyait fleurir tout au long de cette argumentation quantité d'expressions charmantes mais d'un usage assez peu courant, telles que :

- *Plaise à la juridiction de proximité*
- *Es- qualité*
- *Le demandeur a cru devoir attirer*
- *La juridiction de céans*
- *Incompétence ratione loci*
- *Les demandes s'appréhendent au visa des dispositions*
- *Renvoyer à mieux se pourvoir*
- *Sous toutes réserves pour conclusions*
- *Demanderesse au contredit d'un jugement*
- *Fondé sur l'exception d'incompétence*
- *Les dépens du contredit*
- *Une décision déférée*
- *Sur le moyen de pur droit, relevé d'office après avertissement donné aux parties*
- *Le préjudice suivi ensuite de cette faute*
- *Sur les diligences du procureur général*

La justice de proximité est théoriquement accessible à tous sans qu'il soit besoin de recourir à un avocat, mais quand on a l'un d'eux en face de soi et si avocat et juge sont de connivence pour discuter entre eux en cette langue sinon étrangère du moins étrange, la partie n'est vraiment pas égale.

Et s'il vient un jour l'idée à l'Europe de vouloir que devant les tribunaux civils l'anglais devienne obligatoire à la place de ce jargon, qui pourra encore avoir envie de s'y opposer ?

Paul VINCENT

Vu d'Astana

L'instabilité afghane et pakistanaise repose la question du glacis centre-asiatique et de l'implication de Moscou et de Pékin.

L'échec de l'Otan en Afghanistan soulevait déjà l'hypothèse d'une succession, soit russe soit chinoise soit combinée, aux confins Nord et Est de ce pays. Le risque d'un chaos pakistanais inquiète d'autant plus le grand voisin chinois. Pékin doit impérativement se soucier de ses marches occidentales. Alors que son développement était jusqu'à présent orienté vers ses côtes, il lui faut aujourd'hui se reporter vers la partie la plus continentale. Celle-ci, le Xinjiang, est mal aimée, peuplée de groupes humains différents, remuants, souvent musulmans, les Ouïgours. Mais cette immensité terrestre, qui nourrit désormais quelque anxiété, fournit également la meilleure protection pour ses approvisionnements en pétrole et gaz. Plutôt que de dépendre de la mer, en provenance du Moyen-Orient ou d'Afrique, la Chine préfère se fournir auprès des champs d'Asie centrale. Certes, quoique géographiquement plus proches de ses frontières occidentales, ceux-ci sont assez loin des centres industriels situés à l'Est. L'essentiel du transit est néanmoins assuré en territoire chinois. Pétrole et gaz de la Caspienne sont désormais en mesure d'être acheminés vers la Chine grâce à la mise en œuvre d'oléoducs avec le Kazakhstan et le Turkménistan, sans passer par la Russie. La fin de l'Union soviétique a diminué de près de moitié la longueur de la frontière com-

mune avec la Chine (3645 km contre 6450) alors même que les frontières internationales de la nouvelle Russie ont augmenté de 10 %. (1)

Ces pays peuvent ainsi être moins dépendants de leur enclavement qui les livrait pieds et poings liés à Moscou. Le dessin des infrastructures lie traditionnellement le sud au nord russe. L'ouverture sur la Chine est source de diversification. Elle n'est pas pour autant sans préoccupation. La Chine est également exportatrice de main d'œuvre souvent illégale ainsi que de marchandises bon marché. Elle demeure l'Autre, l'étranger, elle est crainte, alors que la relation avec Moscou, quoique inégale, est vécue sur un mode plus familier.

Pékin est conscient de cette image hégémonique et ne souhaiterait pas apparaître en première ligne, laissant à Moscou le soin de la sécurité stratégique dans la région. Sauf que la Russie ne souhaite pas être seule à faire face à toutes les menaces. C'est pourquoi, après 2001, Poutine ne s'était pas opposé à l'implantation de bases américaines dans les États d'Asie centrale, sans que la Chine soit consultée. Pékin continue de s'opposer radicalement à cette présence qui, par quelque côté, la menace aussi. Moscou temporise. Car qui remplacerait les Américains sinon les Chinois ? Qui défendrait alors les Russes contre les Chinois ?

La signature d'accords pétroliers entre la Chine et les républiques d'Asie centrale n'était pas non plus la première option de Pékin, car elle l'impliquait dans un *grand jeu* avec les sociétés occidentales qui ne lui plaisait pas trop. Elle risquait aussi de l'engager, sans qu'elle l'ait voulu, dans des opérations antiterroristes loin de chez elle. Le premier choix de Pékin avait été de nouer un partenariat avec Gazprom et d'émarger aux champs pétrolifères et gaziers de Sibérie. La volonté d'indépendance de Poutine vis-à-vis de participations occidentales a également valu pour l'offre chinoise : *Touche pas à mon Gazprom*. La Chine a, en conséquence, dû se réorienter au sud, avec d'importantes conséquences économiques mais aussi sécuritaires qui peuvent jouer sur l'équilibre du monde.

Le jeu est ainsi plus ouvert qu'on ne le croit en Asie centrale. Il n'est pas figé. Les Occidentaux en sont de plus en plus absents, alors que l'un comme l'autre, Pékin et Moscou ont intérêt à pousser leurs pions. Les républiques centre-asiatiques ont tout avantage à diversifier leurs partenariats. Les États-Unis ne doivent pas être leur seule alternative. L'Union européenne, qui a adopté en 2007 une stratégie commune vis-à-vis de la région avec un Monsieur Europe, n'aurait qu'à gagner à être plus visible et à s'inscrire dans un jeu d'équilibre mutuel.

Yves LA MARCK

(1) Michel Foucher - « *L'Obsession des Frontières* », Perrin, 2007, prix franco : 19 €.

 Achat immédiat

BRÈVES

◆ **NÉPAL** – Le mois dernier, l'accord de compromis conclu entre le gouvernement et la rébellion maoïste, a été formalisé au Parlement par le vote d'une motion qui prévoit de transformer le royaume himalayen en république après les élections constituintes prévues en avril. A la suite de ce vote, une manifestation de soutien à la monarchie a rassemblé plusieurs milliers de manifestants qui ont défilé dans les rues de Katmandou en scandant des slogans tels que « *à bas la république* » et « *longue vie à la monarchie constitutionnelle* ». Cette manifestation avait été organisée par le Rastriya Prajatantra Party (Parti national démocrate), un groupe monarchiste dirigé par l'ancien Premier ministre Lokendra Bahadur Chand et par Pasupati Shumshere J.B. Rana, plusieurs fois ministre.

◆ **ESPAGNE** – Le roi Juan Carlos I^{er} qui vient de fêter son 70^e anniversaire est au faite de sa popularité après 32 ans de règne et la figure institutionnelle préférée de ses sujets selon une enquête réalisée par l'institut Metroscopia, 69 % des Espagnols préfèrent la monarchie parlementaire à la république pour l'Espagne. En outre, 80 % d'entre eux pensent que la transition démocratique après la fin du régime de Franco n'aurait pas été possible sans Juan Carlos. Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de son anniversaire le roi s'est déclaré : « *Fier de ce que nous avons réalisé ensemble, confiant en l'avenir, en notre jeunesse (...) et avec une détermination renouvelée de continuer mon travail de Roi, avec la même passion et le même dévouement au service de l'Espagne et des Espagnols* ». Réponse directe à la hiérarchie de l'Eglise espagnole et aux nostalgiques du franquisme qui depuis quelques semaines souhaitaient ouvertement son abdication au profit du prince Felipe.

◆ **RUSSIE** – Le Premier ministre Viktor Zoubkov a signé une ordonnance décidant de verser 692 700 euros au Trésor français afin que soit restauré le cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois qui depuis des années était quasiment à l'abandon. Ce cimetière, appartenant à la *Maison russe* - maison de retraite créée pour les Russes blancs qui avaient quitté leur pays au moment de la Révolution bolchevique - est le plus important de l'émigration russe dans le monde. Plus de 10 000 personnes y sont enterrées dont de très nombreuses personnalités aussi bien de l'ancienne Russie tsariste (le prince Félix Youssouпов instigateur du meurtre de Raspoutine), que récentes comme les danseurs Serge Lifar et Rudolf Nouriev ou des dissidents comme l'historien André Amalrik.

◆ **BELGIQUE** – Dans son discours de Noël, le roi Albert II a bien évidemment fait référence aux épreuves que traverse actuellement le royaume. Après avoir incité fermement ses concitoyens à développer les contacts entre responsables des différentes communautés, à apprendre « *la langue des autres communautés. Forme de civisme que l'on a trop longtemps négligé* », à « *tout faire pour favoriser l'entente afin de construire ensemble un avenir commun* », il en a appelé à la réalisation de *projets mobilisateurs* avec, en premier lieu, celui de : « *devenir, au sein de l'Europe en marche, un exemple de société où diverses cultures vivent harmonieusement ensemble dans une même entité, et s'y enrichissent mutuellement* ».

CHINE

L'avenir d'une transition

Diplômé d'histoire, de sciences politiques et de chinois, docteur d'État, Jean-Luc Domenach a dirigé le Centre d'Études et de Recherches internationales (CERI) avant d'être détaché en 2002 en Chine comme responsable du séminaire franco-chinois de sciences humaines et sociales de Pékin à l'université Qinghua. Depuis février 2007, il enseigne à l'Institut d'Études politiques de Paris et au CERI. Nous le remercions d'avoir bien voulu, une nouvelle fois, nous permettre de comprendre la Chine d'aujourd'hui.

■ **Royaliste :** Vous vous êtes donc fait chinois...

Jean-Luc Domenach : Je suis sinologue mais je suis aussi le fils de mon père : je ne distingue pas le travail intellectuel de l'engagement. Je suis allé en Chine comme je suis allé au Japon : sans perdre de vue les problèmes de l'Occident. Et quand je suis à Paris, je pense à la Chine. Je fais en quelque sorte un métier de passeur.

J'avais fait plusieurs séjours en Chine mais je souhaitais m'y installer pour une longue période. J'ai pu réaliser ce vieux rêve en 2002 et j'ai vécu cinq ans à Pékin avec mon épouse. J'ai créé à l'intérieur de l'université de Qinghua (l'équivalent de Sciences Po et de l'ENA) un système de débats au plus haut niveau, pour les thésards et les doctorants. Et j'ai voyagé partout en Chine : je me suis parfois ennuyé mais j'ai vécu des moments extraordinaires - en bateau-stop, dans une lamaserie tibétaine...

■ **Royaliste :** Qu'est-ce qu'on peut voir ?

Jean-Luc Domenach : Le continent est immense donc riche de mille diversités et la Chine connaît en ce moment une transition tout à fait extraordinaire. C'est passionnant ! Tous les visiteurs parlent des zones et des villes côtières que vous voyez fréquemment à la télévision. On dit qu'elles sont très développées mais il y a beaucoup de misère derrière la façade - par exemple à Shanghai où des femmes venues de la campagne se prostituent pour un euro. Je suis souvent allé dans un village de migrants près de Pékin et je vous assure que c'est l'horreur. Mais on trouve aussi près des côtes une zone qui se développe normalement. Dans les campagnes, les cultures maraîchères se vendent très bien en ville et les paysans ont de bons revenus - 300 euros par mois, ce qui est énorme en Chine. Au bout de deux ans, en économisant la moitié on peut s'acheter une maison à la campagne.

Dans les plaines à blé, les paysans travaillent durement mais s'en sortent. Plus on se rapproche des montagnes ou des déserts de l'ouest, plus les conditions de vie se dégradent et l'on trouve des zones de disette et même de famine. Là, les paysans vous demandent comme un service d'acheter leur fille et vous les désolerez quand vous refusez.

■ **Royaliste :** Vos observations concordent-elles avec ce qui s'écrit ordinairement à Paris sur l'évolution de la Chine ?

Jean-Luc Domenach : Mon expérience m'amène à être très dur avec la vision dominante qui est diffusée par ce que j'appelle le *bloc germanopratin* : les gens qui le composent regardent la Chine selon une conception simplifiée des droits de l'homme que l'on retrouve dans les colonnes du *Figaro* et du *Monde*. En résumé, on vous dit ceci : *la situation des droits de l'homme est scandaleuse en Chine, donc la politique chinoise marche mal, donc elle*

est fragile, donc tout va sauter. La preuve, c'est que les révoltes se multiplient.

Tout cela ne tient pas debout ! La situation des droits de l'homme s'est considérablement améliorée ; c'est la situation des droits sociaux qui a empiré !

Il y avait en 1949 une dizaine de millions de détenus politiques ; en 1978 deux ou trois millions, en 1985 cent à deux cents mille, trente à quarante mille au lendemain de la répression de juin 1989, ils sont aujourd'hui 4000 ou 5000. Aujourd'hui, si vous parlez politique avec trois ou quatre Chinois, vous pouvez dire absolument n'importe quoi. Mais si vous annoncez que vous voulez créer un parti politique, on sonnera chez vous le lendemain matin et ce ne sera pas le laitier.

■ **Royaliste :** Et la presse ?

Jean-Luc Domenach : Je ne peux supporter les campagnes de *Reporters sans frontières* ! Il y a en ce moment 35 journalistes chinois en prison et c'est 35 de trop : en général, l'incarcération est la conséquence d'un règlement de comptes entre mafias et journalistes honnêtes. Mais savez-vous combien il y a de journalistes chinois ? 550 000 ! Parmi eux, il y a une proportion très honorable qui fait honnêtement son métier, ce qui demande plus de courage que chez nous. On peut lire dans la presse des

dénonciations de la corruption par des auteurs qui ne sont pas poursuivis.

Quant au web, on raconte n'importe quoi. Il est vrai que Google et Yahoo ont passé des accords avec les autorités. Mais cela n'a aucune influence parce que les Chinois sont de petits génies en informatique qui parviennent à déjouer les traques policières. Je n'aime pas cette stridence mondaine sur un pays qui est dans une transition énigmatique mais tout à fait incontestable, entre ce que fut l'horreur de l'État policier et un nouvel ordre de choses, difficile à prévoir et qui ne sera pas nécessairement la démocratie.

Si des intellectuels français veulent utilement critiquer la Chine, c'est sur les droits sociaux qu'il faut s'engager. Pas seulement pour défendre le principe du respect des personnes mais parce que la direction du Parti communiste peut faire évoluer de manière positive la situation. Par exemple, elle n'est pas opposée à une augmentation des salaires. Il faudrait aussi faire campagne pour l'amélioration de la condition des femmes chinoises qui sont asservies de manière encore plus scandaleuse que dans certains pays musulmans.

■ Royaliste : Comment voyez-vous l'avenir de la direction communiste en Chine ?

Jean-Luc Domenach : Je pense le contraire de ce qui se dit et s'écrit à Paris. La direction du Parti communiste n'est pas fragilisée par les atteintes aux droits de l'homme. Le régime politique est et restera solide tant que le taux de croissance se situera à un niveau très élevé - près de 12 % en 2007.

■ Royaliste : Il y a tout de même de nombreuses révoltes !

Jean-Luc Domenach : Oui, quatre vingt mille incidents sociaux sont recensés chaque année en Chine. Mais il faut distinguer entre les révoltes du désespoir qui éclatent dans les zones de famine et qui sont brisées par l'armée, les révoltes contre le fisc et les mafias

locales, qui sont rares, et la résistance opposée à l'État par des paysans qui ne veulent pas être expropriés pour des sommes minimes. Dans ce dernier cas, que j'ai observé à Pékin, nous sommes à l'opposé des révoltes de la misère.

La situation n'est pas révolutionnaire en Chine : il y a de fortes réactions défensives, c'est tout.

■ Royaliste : Dès lors comment les Chinois considèrent-ils le pouvoir politique ?

Jean-Luc Domenach : Deux attitudes se juxtaposent : le mépris total des dirigeants politiques ; l'acception totale du régime politique tant qu'il assurera, je le répète, une croissance de l'ordre de 12 % par an - tout simplement parce que cette croissance s'accompagne d'une très nette augmentation des salaires. Quand je suis arrivé à Pékin en 2002, le salaire mensuel moyen était de 70 euros. Il avait plus que doublé en 2007.

On voit donc beaucoup de ménages chinois acheter des équipements domestiques - d'abord la télévision, puis la machine à laver - et prendre des vacances. Nous avons connu cette recherche de bien-être dans la France des années cinquante.

■ Royaliste : Vous êtes donc d'accord avec ceux qui célèbrent la puissance économique chinoise...

Jean-Luc Domenach : On se berce encore d'illusions. L'économie chinoise est actuellement dans une phase dynamique mais les choses se gâtent - ce que disent maintenant beaucoup d'économistes. Dans son livre *Quand la Chine change le monde*, Erik Izraelwicz montrait que les succès économiques chinois dépendaient principalement de la masse servile venue de la campagne travailler dans les zones urbaines pour trois sous. Or dès 2003 je me suis aperçu que l'augmentation des salaires bénéficiait aussi aux travailleurs les plus pauvres.

On n'imagine pas, ici, les capacités tactiques des travailleurs chinois : ils se tiennent au courant des niveaux de salaires d'un bout à l'autre du pays et peuvent se déplacer



■ Liu Xiang, roi du 110m haies et symbole d'une Chine qui gagne

par millions pour trouver de bons employeurs - par exemple de Canton à Shanghai - et ceux-ci rivalisent pour attirer ou retenir la main d'œuvre. Dans certaines régions, les hausses peuvent atteindre 15, 20 ou 25 %. Il en résulte une augmentation du niveau général des salaires qui pèse sur les coûts de production. Les investisseurs européens et américains commencent à se plaindre du phénomène et les Chinois eux-mêmes commencent à délocaliser dans les pays voisins !

À la hausse des salaires, il faut ajouter les coûts croissants de la politique sociale. Comme dans notre pays après la guerre, les Chinois ne veulent pas seulement des éléments de bien-être personnel et familial : ils demandent un système complet de protection sociale - sécurité sociale, santé publique, retraites et un meilleur accès à l'éducation et à la culture, donc des écoles et des bibliothèques. Ils veulent aussi des logements décentes et une lutte efficace contre la pollution, la désertification, les grandes inondations dues à l'érosion des sols.

On s'extasie devant les nouveaux riches, les immeubles modernes, les hôpitaux modernes. Cela ne suffit pas : il faut une politique générale du logement, de la santé, de l'éducation destinée à satisfaire les besoins d'une immense population. Cette modernisation exige des investissements considérables et les prix des produits chinois vont sans cesse augmenter.

■ Royaliste : Il y a l'atout des exportations...

Jean-Luc Domenach : Il est provisoire ! Les dirigeants chinois ont compris que le pays ne pouvait plus se contenter d'exporter du textile et des produits industriels, copiés en Occident, de très médiocre qualité. Les Chinois vont devoir rivaliser dans la production de qualité. Comme les Japonais l'ont fait avant eux, il leur faut passer d'une technique d'imitation à une logique d'innovation. Cette nouvelle stratégie est indispensable mais elle est très coûteuse : il faut investir massivement dans la recherche et former un très grand nombre d'ingénieurs et de techniciens. Il ne s'agit pas de travailler plus mais de travailler mieux, de réduire la croissance quantitative (de 12 à 6 ou 7 %) pour développer la qualité dans tous les domaines.

Les Chinois n'accepteront pas facilement ce ralentissement et ils demanderont à participer de plus en plus activement au mouvement de modernisation - pas seulement comme consommateurs et producteurs mais comme citoyens. Mais sans avoir l'expérience de la citoyenneté, ce qui peut créer de très fortes tensions. Pour la Chine, l'épreuve de vérité est à venir.

Propos recueillis par B. La Richardais

📖 Jean-Luc Domenach - « *Comprendre la Chine aujourd'hui* », Perrin, prix franco : 20 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Passeport à l'iranienne

Que se passe-t-il sous la chape de plomb posée par la dictature religieuse ? Et sous leurs voiles et manteaux noirs, que sont devenues les femmes d'Iran ? Au fil d'une démarche strictement bureaucratique, la vie, la liberté, la beauté, la poésie se révèlent.

Des barbus fanatiques, des femmes soumises, des moustachus inflexiblement machos et bigots, des peuples décervelés : les clichés diffusés sur nos écrans confortent l'image que les dictateurs de Téhéran veulent donner d'eux-mêmes.

Ces montages aussi faux que désespérants peuvent être détruits sans aucune peine : il suffit d'écouter ou de lire ceux qui ont vécu un temps plus ou moins long au sein de sociétés très répressives.

Quant aux réalités iraniennes, le livre de Nahal Tajadod comble toutes les attentes (1). Pour le savourer pleinement, peut-être faut-il rappeler que le peuple iranien - et pas seulement ses élites successives - portait avant le khomeynisme un héritage plurimillénaire, riche de mille raffinements de pensées et de mœurs. Dans cette civilisation, point hostile à la nôtre, des femmes au regard assuré et souvent moqueur jouaient un rôle essentiel.

Faut-il parler au passé ? Nahal Tajadod ruine le pessimisme mortifère. Fille d'une grande famille iranienne, admirable écrivain français (2), elle nous rapporte de Téhéran de bonnes nouvelles. Certes, la dictature est étouffante et particulièrement imbécile, certes d'innombrables Iraniens n'en peuvent plus de vivre en prison mais les islamistes

n'ont pas détruit l'Iran : ni sa civilisation, ni la société, ni le peuple. La vie et la liberté pointent de mille manières émouvantes, merveilleuses - prometteuses.

Comment s'en aperçoit-on ? En allant demander un passeport iranien aux fonctionnaires compétents ou supposés tels. Banale à Paris, la démarche que raconte Nahal Tajadod prend à Téhéran les allures d'une épopée exaspérante et magnifique. Contrôle vétilleux des vêtements et effacement des maquillages à l'entrée de chaque administration, embrouillaminis bureaucratique à n'en plus finir mais, chemin faisant, on rencontre dix intermédiaires plus ou moins efficaces, on s'aperçoit que son sort dépend moins du règlement que d'une autopsie ou de la fourniture d'un œil - mais oui ! Des mèches blondes s'échappent des voiles, les peaux sentent bon sous les manteaux boutonnés jusqu'au cou, les plus jolis *strings* s'achètent dans un magasin de La Mecque, les femmes se dénudent sur Internet, les chauffeurs de taxi citent Hafez, le peuple continue de vivre avec ses poètes.

Les fanatiques ont perdu.

Maria DA SILVA

📖 (1) Nahal Tajadod, *Passeport à l'iranienne*, J.-C. Lattès, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. *Le Dernier Album des miracles. Chronique d'une famille persane*, Plon, 1995 (livre épuisé) et *Roumi le brûlé*, Lattès, 2004, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

Une mer comme berceau

Deux journalistes passionnés réalisent un exploit : présenter en soixante trois pages, pas une de plus, une mer qui est à la fois culture et civilisation, lien et lieu de conflits, patrimoine essentiel et magnifique projet.

L'idée d'une *Union méditerranéenne* a été récemment lancée ou relancée, sans que l'on sache exactement de quoi il s'agit. Rassembler sur un projet commun les Slaves du Sud et les Maghrébins, les Israéliens et les Palestiniens, les Italiens et les Libyens... n'est pas impossible mais cela demandera plus que du temps : une conscience de la temporalité historique permettant de ne pas s'enfermer dans les difficultés du présent. Il faut être à la fois géographe et historien - faire la géohistoire pour mieux comprendre et dominer les enjeux géopolitiques et géostratégiques du moment.

C'est là une tâche impressionnante, heureusement facilitée par Paul Balta et Claudine Rulleau (1) qui ont rassemblé en quelques dizaines de pages toutes les informations et réflexions indispensables à ceux qui voudraient rafraîchir leurs savoirs et en acquérir de nouveaux.

Informations sur la démographie des peuples riverains, sur les guerres anciennes et les conflits présents, sur les nations nouvelles et en devenir, sur les idées qui ont circulé depuis l'Antiquité des rivages grecs aux villes andalouses, françaises, anglaises, sur la complexité des héritages religieux monothéistes - aspects divers du judaïsme, églises chrétiennes, écoles coraniques - qui ne nous font pas oublier le polythéisme grec.

Réflexions très actuelles sur la mondialisation qui est une mise à l'épreuve politique, économique et culturelle et qui devrait inciter au rapprochement des peuples et des nations méditerranéens. Il faut à cet égard faire preuve de prudence - quant aux généralisations illusoire - et de patience quant aux évolutions possibles. Les grands empires méditerranéens se sont disloqués - la ruine de l'empire ottoman n'a pas encore cessé de produire ses effets meurtriers. Des rassemblements n'ont pas pu voir le jour, notamment *l'Unité arabe*. Des fédérations - la Yougoslavie - ont explosé et plusieurs poudrières menacent la paix fragile des Balkans.

En dépit des incompréhensions, des rivalités et des conflits, des politiques de rapprochement sont en cours : il existe de nombreuses coopérations multilatérales entre pays méditerranéens, et l'Union européenne a lancé en 1992 la *Politique méditerranéenne rénovée* (qui fait suite aux programmes de la CEE) puis le *Partenariat euro-méditerranéen* qui aboutit à la conférence de Barcelone en 1995.

Il est permis d'espérer...

Jacques BLANGY

📖 (1) Paul Balta & Claudine Rulleau - « *La Méditerranée, Berceau de l'avenir* », Les Essentiels, Milan, prix franco : 6,50 €. [Achat immédiat](#)

Les cent ans de Simone de Beauvoir

Nous voilà donc partis pour une année Beauvoir, le centenaire de la naissance de l'auteur du *Deuxième sexe* donnant lieu à une multitude de publications, colloques ou manifestations. La crainte d'une célébration unilatérale de l'icône féministe semble déjà exorcisée par les vérités cruelles, voire les mensonges d'une vie que l'on raconte désormais avec toute la documentation désirable. Et ce sont parfois les journaux les plus attachés au souvenir et à l'idéologie du couple mythique formé avec Sartre qui se montrent impitoyables dans la révélation du tas de petits secrets qui fait contraste avec les gros concepts de la propagande existentialiste. Les deux jeunes normaliens de l'*Avant-guerre* n'ont rien compris à la menace totalitaire qui était sous leur nez. Sartre à Berlin ne voit rien et son aveuglement préfigure sa méprise à l'égard de l'Union soviétique. Leur résistance sera médiocre et leurs engagements flamboyants d'après-guerre toujours marqués par l'arrogance idéologique. Et que dire, sous l'angle existentiel, des fameuses *amours contingentes* quand on s'aperçoit qu'elles s'apparentent à de l'exploitation, celle des jeunes élèves de Beauvoir ? Ce sont, souvent, les compagnes de lutte qui se montrent les plus sévères pour une militante dont on n'a pas digéré la froideur psychologique et l'insensibilité humaine, les causes les plus dramatiques n'étant considérées par elle qu'avec sa raideur intellectuelle.

Pourtant, le mythe résiste aux révélations les plus accablantes. Beauvoir continue à fasciner surtout les générations qui furent *embarquées*, selon le mot de Danielle Sallenave, *dans le siècle des extrêmes*. On ne peut s'empêcher de considérer avec quelque admiration ou envie cette vie pleine, assumée, toujours libre, après qu'a été refoulé ce que les héritages familiaux et sociaux avaient imposé. Sa révolte contre l'hypocrisie, l'aliénation des déterminations, et évidemment la sujétion de la femme est toujours considérée comme exemplaire. C'est presque une vérité établie que celle d'un écrivain auquel les femmes devaient leur libération. Même si quelques représentantes des nouvelles générations font preuve d'insolence à l'égard de l'ancêtre, la valeur de référence des analyses du *Deuxième sexe* est rarement contestée. Il est vrai que Simone de Beauvoir a une consistance intellectuelle, dont on peut contester les contenus mais qui résiste malgré tout par l'affirmation orgueilleuse du refus de tout destin. C'est encore Danielle Sallenave qui remarque qu'il y a entre Sartre et Beauvoir une différence décisive à ce propos. Sartre est lié à la prédestination calviniste de son milieu d'origine. Beauvoir, d'éducation catholique, n'a pas de destin mais se reconnaît dans *une vocation*.

On doit donc lui rendre hommage de cette liberté revendiquée jusqu'au bout, même si elle s'est accompagnée de

beaucoup de ratages et si la fierté qui lui permit de s'épanouir ne va pas sans détresses et fuites en avant. L'idéologie chez elle n'a pas aboli la sincérité dont elle a fait, plus que Sartre, un des motifs essentiels de sa morale. Mais si on tente d'établir une sorte de bilan, d'évaluation générale d'une trajectoire philosophique, on s'affronte à quelques paradoxes de taille. Je ne reviens pas ici sur l'objection majeure que j'ai opposée au féminisme du *Deuxième sexe*. (1) Vouloir d'une part libérer la femme de l'oppression masculine en lui refusant par ailleurs l'accès à un symbolique positif du fait d'un enfermement dans un imaginaire spéculaire infernal, c'était s'enfermer dans l'impasse où semble durablement compromise la cause des femmes. Mais le paradoxe sur lequel je voudrais insister concerne le rapport de Beauvoir à la pensée de Sartre.

En effet, Beauvoir a beaucoup abandonné d'elle-même en se ralliant corps et âme à la philosophie de son compagnon. La jeune normalienne n'était pas vouée à une orthodoxie idéologique, préférant le pluralisme des idées et la tolérance

à la discipline d'une ligne de combat. Mais elle se rendit à la *supériorité* de celui qui incarnait la *philosophie*. Et la thématique de ce qu'on appelait existentialisme lui agréait assez en tant que justification de sa rupture avec son milieu clérical et bourgeois. D'une certaine façon, elle a conclu un pacte définitif avec cette liberté qui tranche avec toutes les appartenances possibles et les diktats de l'autorité. Sartre lui avait appris définitivement le refus d'être figé en objet, en adoptant la transcendence d'un sujet toujours en projet. Et toute sa vie n'avait été que l'illustration de cette autonomie radicale, en perpétuel déni des contraintes morales et sociales. En témoigne les volumes de ses *Mémoires* où elle a voulu raconter, le plus sincèrement possible, ce qu'il en avait été de sa libre existence.

Sans vouloir revenir sur les multiples accrocs à la morale existentialiste, aux grands et menus mensonges qui ponctuent ce journal et mettent en cause cette fameuse sincérité, il faut bien aborder aussi le terrible drame que fut pour Beauvoir le retournement philosophique radical accompli par Jean-Paul Sartre, tout à la fin, sous l'emprise indéniable de Benny Lévy, l'étonnant comparse de ses dernières années. On sait maintenant qu'entre Beauvoir, sa fille adoptive Sylvie Le Bon et Benny Lévy soutenu inflexiblement par la fille adoptive de Sartre, Arlette Elkaïm, la lutte est au couteau. L'auteur de *L'Être et le Néant* est devenu levinassien, il se réfère à la révélation biblique et renie *ipso facto* tout ce qui fondait son athéisme cohérent et son humanisme solipsiste. Pour le coup, Simone se trouve complètement flouée et c'est un démenti cinglant à la décision initiale, à son orgueil, à ce qui a tissé les engagements successifs des décennies depuis sa jeunesse. On sait maintenant que la compagne essentielle n'eut droit à aucun souvenir tangible du compagnon après la mort de Sartre, l'appartement ayant été déménagé par ceux qui avaient recueilli les *ultima verba* du grand homme. Celle qui avait pleuré de rage à la suite du reniement, se retrouvait obstinément seule, le pacte ayant été brisé.

Accuser Benny Lévy d'avoir circonvenu un vieillard n'était-ce pas humiliant pour elle. Sartre l'accuserait de *le traiter comme un mort*. Terrible !

(1) Gérard Leclerc - « *L'amour en morceaux* », Presses de la Renaissance, 2000, prix franco : 21 €.

par Gérard Leclerc



De Bénarès à Kyoto

Olivier Germain-Thomas qui nous avait offert il y a un quart de siècle une très belle *Tentation des Indes* ⁽¹⁾ nous invite aujourd'hui à le suivre dans un périple qui le mène de Bénarès à Kyoto ⁽²⁾ au travers de l'Indochine puis de la Chine

Olivier Germain-Thomas voyage avec quelques principes : se déplacer sac au dos avec les moyens du bord (le train en classe populaire, en bateau, en vélo) et sans recourir à son carnet d'adresses locales. Et aux deux bouts du voyage, la même interrogation : la permanence de ce qui nous entoure annihile l'écoulement du temps.

Mais on ressent tout de même une petite déception dans la mesure où tenter de lancer des dialogues à la Malraux avec des inconnus rencontrés au hasard d'un train ou d'un temple ne mène pas très loin dans la spiritualité et l'originalité, même en saupoudrant le récit de quelques citations de Montaigne. Dieux (oui, ils sont plusieurs là-bas) merci, le voyageur saura transgresser les règles au Japon et entamer des dialogues inspirés avec quelques intellectuels. Sa traversée de l'Inde ne sera pas à la même hauteur que la *Tentation* précitée car, là aussi, notre promeneur amoureux y est venu avec ses enfants et neveu, ce qui le conduit plus à la pédagogie qu'à la méditation. En Chine, Olivier Germain-Thomas reconnaît

qu'il y a là un fil qui m'a manqué. Peut-être le maoïsme a-t-il réussi à tuer toute tradition spirituelle dans l'Empire du Milieu, désormais meilleur élève de la mondialisation ?

Il n'en reste pas moins qu'on se laisse emmener au fil de l'encre sur les chemins de terre et de fer d'Asie à la rencontre de l'étrange(r) dans ce récit plein de douceurs et de poésie. Un regret néanmoins. Olivier Germain-Thomas qui se décrit parfois comme un chrétien médiéval fuit ceux qu'il appelle les touristes, à tel point qu'il évitera de découvrir la baie d'Along et de revenir au Ryôan-Ji de Kyoto. La sagesse de la permanence ne rend-elle pas inaudibles et invisibles les braillards ? Un beau voyage ne doit-il pas non plus inclure l'amour du prochain et pas seulement celui de la nature et des temples ?

Ugo PULIESE

📖 (1) Olivier Germain-Thomas - « *La tentation des Indes* », Plon, 1981, l'ouvrage est épuisé chez l'éditeur. Il nous en reste un exemplaire au prix franco de 17 €.

➡ Achat immédiat

📖 (2) Olivier Germain-Thomas - « *Le Bénarès-Kyoto - La fantaisie du voyageur* », Éd. du Rocher, 275 pages, prix franco : 19 €.

➡ Achat immédiat

Les louves

Cela commence en Pologne. Une société britannique recrute des chômeurs locaux sur la promesse de contrats de travail et les envoie en Angleterre : les pauvres gens paient bon prix leur transfert vers le paradis de M. Blair - où ils sont abandonnés à leur sort, sans le sou.

Dans ce métier de rabatteur, une femme fait merveille. Jeune, belle et blonde, Angie est une héroïne de la *Nouvelle gauche*, une superbe synthèse : stricte dans son tailleur, elle a conservé son accent cockney - et le culot qui va avec.

Mais elle a gardé sa dignité de femme. Elle refuse de se soumettre au droit de cuissage. Elle est virée à l'anglaise - sans délai. Angie a un fils, Jamie, qui risque de tourner voyou, des dettes, pas de mec.

Elle pourrait filer doux, mais elle a gardé son culot. Avec sa copine Rose, craintive et belle jeune femme à la peau noire, elle décide de monter sa propre boîte de recrutement sans se soucier de la légalité. Elle veut gagner de l'argent, beaucoup d'argent, pour elle et son fils - personne d'autre ne compte.

Impitoyable marchande d'esclaves, elle y réussit en vendant hommes et femmes pour des salaires défiant toute concurrence. Angie a parfois honte - elle ne veut pas que Jamie la voie faire son sale boulot - mais elle étouffe sa conscience en arrachant une famille de réfugiés iraniens à son extrême détresse. D'ailleurs, elle-même paie très cher le prix de sa détermination : elle est volée, sérieusement tabassée par des ouvriers qu'elle n'a pas pu payer et son Jamie fait l'objet d'un bref enlèvement.

Mais Angie résiste à tout : aux conseils de prudence de

Rose, qui la quitte parce qu'elle ne supporte plus les ignominies de sa blonde associée ; aux leçons de son père, admirable figure de la classe ouvrière britannique, humiliée et battue par Thatcher et Blair mais qui défend fièrement la morale et le droit ; à la violence et à la peur ; à la tentation d'un bel amour. Sensuelle, courageuse, intelligente, Angie croit ou veut croire au credo ultra-libéral : mieux vaut un salaire de misère - celui qu'elle procure - que pas de salaire du tout.

Cela se termine en Ukraine. Angie et Rose, la scrupuleuse qui est revenue, recrutent à tout-va. Elles sont jeunes, belles, elles promettent un emploi. Une Ukrainienne leur tend une grosse poignée de billet avec un regard éperdu de reconnaissance.

Ken Loach ne se contente pas de dénoncer les exploités : il détruit l'idéologie de la gauche moderniste, son culte de l'efficacité tempérée par ses petites pulsions humanitaires et ses niaiseries féministes. Si l'homme est un loup pour l'homme cela signifie que la femelle est louve, autant que le mâle et quelle que soit la couleur de son pelage.

Libérale ou social-libérale, la *société de marché*, qui encourage cette sauvagerie, n'est pas réformable.

Yves LANDEVENNEC

« *It's a free world* » de Ken Loach, avec Kierston Wareing (Angie), Juliet Ellis (Rose), Joe Siffleet (Jamie)...

Vient de paraître

Aimé Richardt
**La vérité
sur l'affaire Galilée**

Prix franco : 25 €

➡ Achat immédiat

IFCCE

Prochaine session de politique appliquée
à La-Chapelle-Saint-Luc les 26 et 27 janvier 2008

Justice et prisons

Aujourd'hui trop en marge de nos interrogations sur la Justice, la prison comme sanction quasi unique des criminels et délinquants, est le révélateur de nos ambiguïtés. Qu'attendons-nous d'elle ? La privation de liberté est-elle une vengeance ou un remède ? N'est-ce pas alors la Justice qu'il faut interroger sur elle-même ?

Principaux intervenants : Alexis Lucas, directeur de prison, Bertrand Renouvin, Bertrand Warusfel, avocat associé, professeur à l'Université Lille 2.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

CONGRÈS 2008

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 12 et 13 avril 2008. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 12 avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La politique de Défense nationale*" et, d'autre part, "*Liberté du journaliste et indépendance de la presse*".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € .

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2007 (sauf 1979).

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 23 janvier** - Depuis plus de vingt ans, nous suivons de livre en livre la construction de l'œuvre de **Marcel GAUCHET** qui associe la philosophie politique et l'histoire des religions - mais aussi de la « sortie de la religion » telle qu'elle est analysée dans *Le Désenchantement du monde*.

Dans les deux premiers tomes d'un nouvel ouvrage, Marcel Gauchet étudie « **L'avènement de la démocratie** » tel qu'il se produit dans ce monde désenchanté, selon le projet ou le rêve formé par les hommes de la modernité : se gouverner par eux-mêmes. Telle est la révolution moderne qui se déroule entre 1500 et 1900, sans parvenir à établir de nouvelles et fortes cohérences. D'où la crise du libéralisme, entre 1880 et 1914 : elle est à l'origine des totalitarismes du XX^e siècle mais elle permettra aussi l'approfondissement et la stabilisation des démocraties libérales. Dessinant ces amples perspectives, notre invité nous permettra de

mieux saisir la nature et l'ampleur de la nouvelle crise dans laquelle nous sommes plongés.

● **Mercredi 30 janvier** - Ancien présentateur du journal télévisé de la RTBF puis parlementaire européen, élu local à Gand pendant 18 ans et aujourd'hui à Uccle, **Luc BEYER de RYKE** est un familier de nos réunions. Il y a sept ans, il avait fait sonner le *Tocsin pour la Belgique* dans un livre auquel nous avons fait écho - sans que rien ne vienne troubler l'indifférence de spectateurs français distraits ou vaguement narquois.

Aujourd'hui tout le monde comprend que la crise belge est d'une gravité extrême et que l'avenir du royaume est en question. Minée par le communautarisme linguistique, de plus en plus violemment ébranlée par le régime de « participation absolue », voici « **La Belgique en sursis** ». Faut-il craindre un divorce total entre Flamands et Wallons ? Quelles seraient les conséquences de la séparation pour les citoyens belges ? Doit-on craindre une poussée des mouvements séparatistes en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne - en France même ? Est-il possible d'espérer que, malgré tout, l'unité belge sera sauvagée ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La raison cynique

Depuis que Nicolas Sarkozy a annoncé une « politique de civilisation », la dissertation sur le sujet paraît obligatoire. Je refuse la tâche en toute sérénité car nous réfléchissons sur cette question depuis la naissance de ce journal : la somme de nos articles ferait un énorme livre, dans lequel on trouverait, menée par Gérard Leclerc, une substantielle discussion avec Edgar Morin, inventeur du concept.

Mon refus s'explique par la grossièreté du procédé utilisé pour nourrir le discours présidentiel, lors de la conférence de presse du 8 janvier, et par la médiocrité d'un commentaire médiatique par trop courtisan et partial. Ces procédés nous jettent dans la mélasse. On ne sait pas de quel sujet on parle : la pensée d'Edgar Morin, la rédaction d'Henri Guaino, la propre réflexion de Nicolas Sarkozy – à supposer qu'elle existe. On ne sait pas non plus à qui il faut s'adresser : à l'auteur du concept, à son récupérateur, au locuteur ?

Dans l'incertitude, je me bornerai à quelques remarques.

Quant au livre intitulé : *Une politique de civilisation* (1). Il s'agit d'un dialogue d'une belle densité entre Edgar Morin et Sami Naïr. Le premier a pu faire connaître ses réactions dans la presse écrite et à la télévision. Le second, philosophe, politologue, proche de Jean-Pierre Chevènement, a été ignoré. Le procédé, parfaitement malhonnête, prouve le gommage idéologique opéré chaque jour par les médias.

Sami Naïr se livre pourtant à des réflexions aussi profondes que celles de son ami. J'aimerais

pouvoir citer les pages (206-207) qu'il consacre à cette *raison cynique* qui, sans croire à la vérité de l'ultra-libéralisme, commande de se soumettre à la concurrence de tous contre tous et d'y chercher égoïstement profit. Une politique de civilisation doit donc s'opposer, en théorie et en pratique, au modèle anthropologique dominant que Nicolas Sarkozy sait si bien mettre en slogans : *l'individualisme intégral*, (l'attitude « décomplexée »), *la philosophie spon-*



tanée du gain (« travailler plus pour gagner plus ») et *la concurrence* acharnée comme principe de vie sociale.

Quant au projet de civilisation soudain énoncé par Nicolas Sarkozy : il est en tous points contradictoire avec l'idéologie du nouveau traité européen, qui réaffirme le principe de concurrence ; avec la stratégie de réduction des droits sociaux mise en œuvre par le gouvernement et le patronat ; avec la violence exercée chaque jour contre diverses catégories d'étrangers. Nous n'oublierons pas, non plus, que le « *président du pouvoir d'achat* » a avoué, le 8 janvier, son impuissance : « *les caisses sont vides* » et les

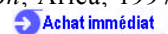
patrons font ce qu'ils veulent ! L'homme qui a augmenté son propre salaire et qui prend de luxueuses vacances nous invite à la résignation : le cynisme est, sur ce point, spectaculaire.

Quant aux rédacteurs des discours de Nicolas Sarkozy : je ne leur reproche pas de recopier des fiches mal rédigées sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas - nul n'est omniscient et la surcharge de travail incite à utiliser sans prudence les concepts d'autrui. Mais je tiens à dire que leur tentative est désespérée. Il est possible de donner un ensemble d'idées à un homme d'action lorsque cette substance intellectuelle vient nourrir de fortes convictions et conforter une fidélité politique. On se fait le complice d'une imposture si l'on tente de couvrir du manteau de l'idéologie les intentions et les actes d'un aventurier.

Les rédacteurs se récrieront : le président croit tout ce qu'il lit ! Je demande une preuve immédiate. Le livre d'Edgar Morin et de Sami Naïr se termine sur une très sombre conclusion : de lourdes menaces compromettent l'avenir des hommes, des collectivités politiques, du monde qu'ils habitent. Si Nicolas Sarkozy a lu jusqu'au bout *Une politique de civilisation*, s'il a compris que nous vivons plusieurs tragédies, il lui faut changer de comportement, sans le moindre délai et radicalement. Qu'il mène sa vie personnelle comme il l'entend. Mais qu'il mette fin aux pitreries publiques de Disneyland, de Louxor et de Pétra. La conduite des affaires de la France, dans un monde tourmenté, implique une constante et exemplaire gravité.

Bertrand RENOUVIN

(1) Edgar Morin & Sami Naïr, *Une politique de civilisation*, Arléa, 1997 (prix franco : 18 €).



➤ Analyse dans *Royaliste* n°688 et entretien avec Sami Naïr dans *Royaliste* n°689.